

ANNEXE DU CAHIER PROSPECTIF « DEMAIN, TOUS ET TOUTES VULNÉRABLES ? »

LIVRET DE PRÉSENTATION
DES SCÉNARIOS

DÉCEMBRE 2024

EN PARTENARIAT AVEC



— SANTÉ ASSURANCES & RETRAITE – SOINS & ACCOMPAGNEMENT – LOGEMENT —

GRUPE
vyv

POUR UNE SANTÉ
ACCESSIBLE À TOUS

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3		
LA MÉTHODE	4		
			
1. SCÉNARIO GREEN NEW DEAL	7	3. SCÉNARIO RÉVOLUTION AGRICOLE ET CITOYENNE	27
			
2. SCÉNARIO INFLATION TECHNOLOGIQUE	17	4. SCÉNARIO DÉCLIN RÉACTIONNAIRE	37
		CONCLUSION	46
		BIBLIOGRAPHIE	47

INTRODUCTION

Le présent livret vise à décrire les quatre scénarios ayant servi à orienter notre démarche prospective, ainsi que la méthodologie employée pour leur création.

Dépeignant quatre réalités socio-écologiques possibles en 2040 (c'est-à-dire quatre contextes sociaux, culturels, politiques..., fortement influencés par la nouvelle donne écologique), ces scénarios ont eu pour objectif de faire émerger des vulnérabilités de santé variées pour les populations.

Avant toute chose cependant, deux précautions doivent être formulées.

D'une part, il convient de rappeler que les scénarios conçus n'ont pas la fonction de prédire l'avenir. Bien qu'ils soient tous appuyés sur un certain nombre de raisons d'y croire, il n'est donc pas utile de se demander si ces scénarios sont crédibles ou non, ou lequel pourrait se réaliser plus qu'un autre. En explorant volontairement des hypothèses non linéaires et en extrapolant certaines trajectoires, les scénarios ont davantage l'objectif de rompre avec les représentations dominantes du futur, et ainsi **de balayer un spectre de possibilités plus large que celui que nous considérons habituellement.**

D'autre part, le but de ces scénarios étant de faire émerger des vulnérabilités de santé, ils peuvent paraître relativement noirs au premier abord. À nouveau, il s'agit de garder en tête que ces scénarios ont la fonction de creuser les impacts possibles de certaines trajectoires, et ainsi **d'envisager ce qui n'existe pas encore** (le pire, en somme) **pour mieux s'y préparer.**

Ainsi, bien que certains éléments de ces scénarios puissent être amenés à se réaliser, notre démarche a consciemment embrassé une forme de pessimisme de la raison pour pouvoir y répondre par un optimisme de la volonté.

En somme, ces scénarios ont été créés dans une forme d'humilité et donc sans volonté prédictive. En 2040, le plus probable est bien que la réalité emprunte une combinaison des trajectoires qu'ils dessinent.

LA MÉTHODE

Pour comprendre la façon dont ces scénarios ont été créés, il est pertinent de poser ici la définition de certains éléments clés de notre méthode, auxquels nous ferons référence par la suite.

Certains de ces éléments ont contribué à la *construction* des scénarios :



Jeu de variables et curseurs

La première étape de la création des scénarios est de constituer un jeu de variables, c'est-à-dire d'identifier les grands paramètres socio-écologiques qui diffèrent d'un scénario à l'autre (et qui en constitueront donc les « curseurs »). Pour réaliser cette liste, nous avons utilisé la notion de déterminants de santé¹ en considérant au niveau global les contextes politiques, économiques, législatifs, démographiques, sociaux, culturels et naturels d'une population. Pour chacun de ces contextes, et à l'aide d'une étude documentaire approfondie, nous avons alors identifié de grandes incertitudes (exode rural ou exode urbain, intégration européenne ou dislocation, poursuite de l'agro-industrie ou révolution agro-écologique...) qui ont donc constitué nos variables pour nos scénarios.



Invariants

À l'inverse, dans nos scénarios, certaines trajectoires sont identiques car elles sont déjà connues et basées sur des paramètres stables. Autrement dit, ce sont des incertitudes communes aux quatre scénarios. Parmi elles : la trajectoire démographique, mais aussi l'impossibilité d'empêcher certains phénomènes climatiques sur une échéance (20 ans) aussi courte.



Scénarios de référence

Les combinaisons de ces variables et invariants étant infinies, il est utile de recourir à des scénarios réalisés par ailleurs, et qui servent aujourd'hui de guides. C'est le cas des scénarios SSP² utilisés par le GIEC et qui décrivent les grandes trajectoires géopolitiques possibles, ou encore des scénarios Transitions 2050 de l'Ademe qui a fait émerger 4 grandes reconfigurations possibles du territoire français. Des travaux complémentaires ont également été utilisés afin de renforcer l'assise théorique de chacun des scénarios³.

Au-delà de ces éléments de construction, plusieurs éléments de description ont également été mobilisés, afin de donner corps à ces scénarios et d'en souligner la crédibilité :



Archétypes de protection sociale

Si les contextes socio-écologiques de nos quatre scénarios dessinent un certain nombre de risques pour la santé, ils augurent également de nouveaux comportements du système de santé et de la protection sociale. Ainsi, et parce qu'il est particulièrement délicat d'envisager à quoi pourrait ressembler ce système en 2040, il a été pertinent d'imaginer certaines trajectoires et de considérer ses reconfigurations possibles (des archétypes) construites sur la base d'un travail de recherche historique et de la contribution d'experts sur la question. Chaque reconfiguration type se distingue par sa philosophie vis-à-vis du rôle de la protection sociale (protéger les travailleurs, collectiviser les risques, assurer progressivement selon le revenu...) ainsi que par le poids relatif qu'y tiennent les différents acteurs de la santé (acteurs publics et privés, industriels de la santé, acteurs du soin, société civile, etc.). Tout comme les scénarios, ces reconfigurations n'ont pas vocation à représenter les évolutions les plus probables ni les plus réalistes, mais à balayer un large spectre de possibilités afin d'accompagner nos réflexions.



Personae

Se projeter dans les scénarios et leurs impacts demande bien souvent de comprendre comment y vivent différentes personnes. Pour imaginer ces vies, nous avons recouru à des personae qui sont des personnes fictives qui habitent ces scénarios et nous les racontent de leur point de vue. Si les témoignages de ces personae pourront parfois paraître noirs, il s'agit à nouveau de garder en tête que leur objectif est bien d'extrapoler certaines vulnérabilités et de les rendre aussi concrètes que possible.



Raisons d'y croire

Chaque scénario s'appuie sur une série de raisons d'y croire : tantôt des tendances lourdes déjà lancées et identifiées, tantôt des signaux faibles qui demandent encore à être confirmés. Chaque scénario est ainsi accompagné d'une série d'événements récents devant permettre de croire qu'ils peuvent se réaliser.

1. Les déterminants de la santé sont l'ensemble des facteurs, du plus individuel au plus systémique, qui influencent la santé des populations : les caractères biologiques et les comportements de consommation (alimentation, tabagisme...) mais aussi le type et le lieu de travail, le contexte économique et social, l'état des milieux naturels, etc.

2. Shared Socio-Economic Pathways.

3. Études prospectives de l'IDDRI, travaux de thèse sur l'agroécologie, ouvrages de référence sur l'éco-fascisme, etc.





SCÉNARIO GREEN NEW DEAL





SCÉNARIO GREEN NEW DEAL

En quelques mots

Désormais portée par une large frange du spectre politique, la proposition de la réindustrialisation de l'économie française est rarement analysée sous l'angle de ses conséquences sanitaires potentielles. Pourtant, **les nuisances liées aux activités industrielles sont désormais bien connues** : pollutions variées, risques d'accidents (d'infrastructure et du travail), épuisement des ressources locales... En posant l'hypothèse d'une réindustrialisation à grande échelle, ce scénario permet de soulever un certain nombre de questions qui demeurent à ce jour dans l'angle mort des décideurs économiques et sanitaires : **quelles seraient les nuisances liées à la réimplantation de certaines capacités productives et extractives ?** Quels seraient les territoires et les populations les plus touchés ? Quelles seraient les conséquences pour la pénibilité et l'accidentologie au travail ? En dessinant ce que pourrait être un territoire réorganisé autour d'une production intensive et locale, et d'une forte hausse de l'emploi dans les secteurs primaire et secondaire, ce scénario permet ainsi de faire émerger des risques encore peu appréhendés.

Description globale

Dans ce scénario, l'Union européenne prend les rênes d'une transformation **socio-écologique de grande ampleur** en finançant de nombreux plans d'investissement dans des secteurs clé : énergies renouvelables, rénovation thermique, réseau ferroviaire... Ce plan (parfois évoqué comme un « Green New Deal », en référence au plan massif de relance de l'économie des États-Unis dans les années 1930) s'accompagne en France d'une **réindustrialisation massive de l'appareil productif dans une optique de souveraineté et de réduction de la dépendance à des chaînes de production mondialisées** (notamment en ce qui concerne les biens de première nécessité). Si de nombreux échanges économiques et matériels persistent au sein de l'Union européenne (qui pilote ce mouvement et dont l'intégration progresse encore), les échanges avec le reste du monde sont fortement réduits.

Les énergies renouvelables sont déployées à grande échelle sur le territoire, en même temps que la mobilité et la production industrielle poursuivent leur électrification. Des champs de panneaux solaires recouvrent une partie des campagnes, des éoliennes poussent à plusieurs kilomètres des côtes et **de nouvelles mines sont même ouvertes pour fournir une partie des matériaux rares nécessaires à cette transition énergétique**. D'anciens lieux de production industrielle sont réinvestis, de nombreuses friches réaménagées et, suite à des dérogations concernant les lois encadrant l'artificialisation des sols, de nouveaux lieux de production sont construits sur des espaces auparavant protégés. **En résultent de fortes pressions sur la biodiversité**, notamment du fait de la destruction d'habitats naturels et de la fragmentation des paysages (par des routes, des bâtiments, des barrages...) qui empêche les espèces de se déplacer.

En raison d'une régulation insuffisante et faisant l'objet de nombreux contournements, **les pollutions générées sont également importantes** : l'air et l'eau sont pollués, les sols dégradés (nécessitant toujours davantage d'intrants chimiques pour compenser les pertes de productivité), les déchets s'accumulent et les espaces échappant à la lumière et au bruit constants se font de plus en plus rares. Les ressources nationales s'épuisent rapidement.

Ces transformations se traduisent par **l'apparition de nombreux nouveaux emplois qui réduisent drastiquement le chômage**. L'équilibre entre les secteurs primaire (exploitation), secondaire (transformation) et tertiaire (services) se renverse en faveur des deux premiers. En dépit d'une forte dépendance à des technologies avancées, **ces nouveaux métiers sont également très intenses en travail manuel**. De nombreuses personnes effectuent des tâches pénibles à la chaîne dans des usines, des sites d'extraction ou des exploitations agricoles, moyennant des horaires intenses et une rémunération peu élevée. Sous la menace du manque de main-d'œuvre, le pays, sous l'impulsion des politiques européennes, ouvre ses frontières aux migrants économiques et climatiques qui sont massivement formés et employés dans ces nouveaux secteurs. **La couverture sociale suit un modèle de type « bismarckien⁴ » : financée par des cotisations au niveau du secteur d'activité, elle laisse de côté les personnes sans emploi.**

Cette restructuration géographique et sociale est **marquée par de fortes inégalités** : inégalités d'exposition, tout d'abord, en fonction des régions (certaines étant relativement préservées de ces nouveaux risques contrairement à d'autres où ils se concentrent), la classe sociale, l'origine ethnique et le genre (certaines populations étant sur-représentées dans les métiers les plus dangereux et la consommation des produits les plus toxiques) ; inégalités de sensibilité ensuite, les individus étant, selon les mêmes facteurs, plus ou moins capables de se protéger et de faire face aux conséquences de ces expositions.

4. Du nom du chancelier allemand, Bismarck, qui mit en place un système de protection sociale à la fin du XIX^e siècle.



Personae



PERSONA #1

Chantal, 57 ans, garde forestière

« J'habite dans la région depuis toute petite. J'ai toujours aimé m'aventurer dans ces forêts, avec mes parents on y passait tous nos week-ends. Je ne compte plus le nombre d'aventures que j'y ai vécues, le nombre d'animaux que j'y ai rencontrés, de champignons que j'y ai cueillis... C'était tout naturel pour moi de devenir garde forestière. Malheureusement, depuis quelques années les choses changent. Je passe de plus en plus de mon temps à marquer des arbres à abattre, soit parce qu'ils sont malades, soit pour alimenter la filière bois. Des hectares entiers ont disparu dont certains recelaient des souvenirs précieux pour moi. Je dois dire à mes propres voisins, avec qui j'ai arpenté ces lieux en grandissant, que certains leur sont maintenant interdits car le gouvernement veut les préserver pour compenser les coupes. Et s'il n'y avait que les arbres... Les printemps sont de plus en plus silencieux ici. Je me souviens qu'à l'époque on pouvait à peine fermer l'œil quand on venait camper, tant la forêt débordait de chants, de bruissements, de cris. Aujourd'hui plus rien, ou presque. Même l'odeur est partie, remplacée par celle, étouffante, de la colle et des solvants qui s'échappent des usines qu'on voit là-bas. J'essaie bien de faire remonter tout ça, je leur dis que ce n'est pas tenable. On me répond qu'il faut pourtant que les gens travaillent, se chauffent, que la société tourne, que de toute façon tout ce qui est coupé est replanté ailleurs. Mais quand je vois les feux qui emportent de plus en plus d'hectares chaque été, je me demande si ça en vaut bien la peine. »



PERSONA #2

Ali, 27 ans, soudeur

« Ça fait quatre ans maintenant que je suis en France, et j'ai toujours travaillé dans l'industrie. Ce n'est pas une mauvaise situation, j'aime plutôt ce que je fais et le salaire est correct. Mais c'est un métier difficile : on fait de longues heures, les tâches doivent être faites avec précision, et c'est parfois compliqué de suivre les recommandations de sécurité avec le rythme qu'on nous impose. Les accidents ne sont pas rares. Mais ce qui m'inquiète surtout, c'est le temps long. Mon dos commence sérieusement à me faire mal à force de me tenir n'importe comment, et j'ai peur de ne plus pouvoir me tenir debout avant même d'arriver à la retraite. J'ai aussi du mal à respirer et j'ai des irritations fréquentes qui m'inquiètent. J'ai lu un article récemment qui alertait sur les risques des expositions répétées aux produits chimiques dans mon secteur et je me suis reconnu dans les symptômes qu'il décrivait. Je préfère ne pas trop y penser pour l'instant. Au moins, l'État prend en charge la totalité de mes dépenses de santé : ostéopathe, cardiologue, blessures occasionnelles... J'ai même un logement de fonction, pas loin d'ici. Je m'estime chanceux car ce n'était pas pareil quand je venais d'arriver : on m'avait promis un emploi directement mais ça a pris plus longtemps que prévu et j'ai dû passer plusieurs mois sans protection sociale. Heureusement, il ne m'est rien arrivé de grave, mais j'ai des amis qui n'ont pas eu la même chance. Des voisins, des associations les ont aidés, mais ils ont eu beaucoup de mal à s'en remettre financièrement. »



PERSONA #3

Benoît, 48 ans, directeur des opérations de forage

« J'ai longtemps été DRH dans l'aviation mais quand le secteur s'est rendu compte récemment que l'hydrogène n'était pas la solution miracle, il a fallu en laisser partir certains et j'en ai profité pour changer de secteur. Je m'occupe maintenant d'un nouveau groupe minier qui exploite des gisements un peu partout en France. Au début, ça ne me faisait pas rêver mais le secteur a pris de l'importance ces dernières années et, au final, les perspectives ne sont pas mauvaises. Côté RH cela dit, les choses ne sont pas faciles. Le travail est vraiment pénible et on a du mal à trouver les solutions adéquates pour protéger les gars qui bossent. Ils ont mal au dos, aux mains, et puis assez vite des problèmes respiratoires. Au siècle dernier, et avant qu'on ferme les mines, on ne posait pas toutes ces questions, mais maintenant (et c'est normal !) il faut veiller à la santé de tout le monde. À mon niveau, j'essaie de faire le maximum, mais on a beaucoup d'absentéisme et ce n'est pas évident de recruter. Du coup, on a beaucoup de personnes issues de l'immigration qui viennent chez nous, et on essaie de leur offrir les meilleures conditions possibles à elles aussi. On a aussi pas mal de problèmes avec les riverains qui nous accusent de polluer leur région et leur santé avec les fumées et le bruit constant. C'est sans doute vrai, mais si vous voulez mon avis, je préfère encore qu'on creuse ici plutôt que de dépendre des importations. Ici personne n'a oublié les pénuries des années 2020, quand les anciens pays exportateurs ont décidé de garder leur production pour eux. »



PERSONA #4

Lisa, 36 ans, responsable de projets culturels

« J'ai grandi pas loin d'ici, et c'est fou de voir la vitesse à laquelle les choses changent ces derniers temps. Certes, avec les nouvelles usines pas loin, il y a plus de boulot qu'avant, ce qui est bien pour le dynamisme de la région. Mais on est beaucoup à s'inquiéter des risques que ça apporte, surtout en ce qui concerne les pollutions. On nous avait dit qu'ils étaient minimes, mais il y a déjà eu deux accidents en seulement cinq ans. Résultat : on ne peut plus se baigner dans la rivière ni consommer l'eau du robinet. En réalité, il y a peu de produits de la vie courante qui ne sont pas concernés par des contaminations avérées ou soupçonnées. C'est franchement épuisant de faire constamment attention à ce qu'on mange, à ce qu'on boit, aux endroits où on se balade... Et c'est encore pire depuis la naissance de ma fille. J'ai des amis dont un enfant a eu une puberté très précoce, et une autre dont la fille a un problème de thyroïde. Apparemment c'est à cause des perturbateurs endocriniens qui seraient partout dans l'environnement. Alors je fais super attention mais comme mon compagnon est très pris par son boulot, je me retrouve à devoir le faire pour trois. J'essaye aussi d'amener ces sujets dans les événements que j'organise, des festivals, des colloques... Mais je me suis déjà fait recadrer par ma direction : ça nuirait trop à l'attractivité de la région. Heureusement qu'il y a des associations où je peux en parler librement, mais je ne serai pas sereine tant qu'on continuera à ouvrir des usines. Et je n'ai pas l'impression que le gouvernement compte s'arrêter. »

Raisons d'y croire

- La crise du covid-19 a mis en évidence la dépendance de la France à certains pays pour la production de produits essentiels. Dans une optique de souveraineté nationale, Emmanuel Macron a, depuis, fait de la réindustrialisation de l'Hexagone un axe majeur de ses deux mandats, avec le déblocage d'importantes enveloppes et plusieurs projets industriels majeurs déjà annoncés⁵.
- Ces derniers temps, diverses voix ont souligné l'incompatibilité entre la volonté de réindustrialisation du pays annoncée par Emmanuel Macron, exigeante en terrains et en logements pour les nouveaux salariés, et la loi Zéro artificialisation nette de 2023 qui vise à lutter contre l'artificialisation des sols : « Comment fait-on pour réindustrialiser si on ne libère pas du terrain pour les industriels et pour ceux qui veulent s'agrandir et comment on loge les gens là où on ne peut plus construire ?⁶ »
- Plus de 500 soignants ont signé une tribune alertant sur les risques sanitaires liés à la construction de la nouvelle autoroute A69 censée bientôt relier Castres et Toulouse. Ils dénoncent l'augmentation de la pollution de l'air et sonore, l'artificialisation de nombreuses terres agricoles, de fortes pressions sur la biodiversité et l'émission de nombreux produits chimiques liés à la fabrication de bitume, entraînant potentiellement maladies chroniques et malformations : « C'est la santé des travailleurs du bitume, des populations avoisinantes et de leurs enfants à naître qui est ici sacrifiée au profit de la construction de ce tronçon autoroutier.⁷ »
- Pour le think tank européen Strategic Perspectives, à l'heure où la Chine contrôle 60 % de la chaîne de valeur des technologies bas carbone, la relance industrielle européenne est l'une des clés de réussite du Pacte Vert. Pour remplir les objectifs de cet outil de planification écologique sans précédent, des investissements massifs sont nécessaires afin de revitaliser des régions aujourd'hui en déclin industriel⁸.
- En Allemagne, non loin de Dusseldorf, un champ d'éoliennes a récemment été démantelé pour faire place à... une nouvelle mine de charbon. Suite à la fermeture de ses centrales nucléaires, et au vu de l'instabilité des énergies renouvelables, le pays doit en effet recourir davantage au charbon dont il espère pourtant se passer d'ici à 2030. En 2022, 27 centrales ont ainsi obtenu l'autorisation de rouvrir. Et avec elles, de nouvelles mines⁹.
- Malgré une conjoncture économique dégradée, le secteur industriel recrute massivement, avec 1,3 million d'offres d'emploi publiées sur les neuf premiers mois de l'année 2023. Mais la main-d'œuvre pourrait finir par manquer comme le présagent des pénuries qui commencent à se faire sentir « dans tous les métiers et tous les niveaux de qualification ». Le nombre d'emplois industriels vacants a ainsi été multiplié par trois entre 2017 et 2022¹⁰.
- En 2024, en France, plus de 4 000 médicaments font l'objet de pénuries (contre seulement 200 en 2012), dont certains sont essentiels dans le traitement de maladies graves. En cause, une explosion de la demande mondiale couplée à des prix apparemment trop bas fixés en France par le Comité économique des produits de santé, face auxquels les laboratoires européens préfèrent ne pas produire¹¹.



- Roland Lescure, ministre de l'Industrie, estimait en 2023 le nombre d'immigrants nécessaires à la réindustrialisation dans les années à venir entre 100 000 et 200 000. En effet, alors que 1,3 million d'emplois seront prochainement à pourvoir dans l'industrie du fait des départs en retraite et des nouveaux sites en projet, il doute que la formation de jeunes et de professionnels en reconversion suffise. Diverses qualifications font déjà défaut, comme soudeur ou métallier¹².
- Le 25 septembre 2023, Emmanuel Macron annonce « un grand inventaire des ressources minières » afin de « sécuriser cette souveraineté de nos matières premières » dans le cadre de la planification écologique gouvernementale. Sont particulièrement concernées les potentielles ressources en lithium et en cobalt. Le petit village d'Echassières, 400 habitants, pourrait ainsi devenir la capitale européenne du lithium d'ici 2028: Imerys, multinationale française spécialiste des minéraux industriels, compte en extraire chaque année 34 000 tonnes¹³.
- L'administration Biden a prévu d'injecter 400 milliards de dollars dans les industries vertes telles que les batteries, l'énergie ou la mobilité « made in USA » grâce à l'Inflation Reduction Act. Ce plan permettra un accès à des prix de l'énergie imbattables, parfois six fois moins cher, des aides à la production ou des aides à l'achat made in USA. En face, la Commission européenne cherche sa voie pour jouer « à armes égales dans la compétition mondiale » et soutenir ses chaînes de production locales¹⁴.

5. Les Échos (2024). Réindustrialisation: les grands travaux d'Emmanuel Macron.

6. France 3 (2024). Loi ZAN. « On va être les uns sur les autres. Ce n'est pas tenable. », des élus ruraux ne veulent pas densifier leur territoire.

7. Reporterre (2024). « L'A69, le scandale sanitaire de demain ».

8. Fondation Jean Jaurès (2023) Réindustrialiser l'Europe, prochaine étape du Pacte vert européen.

9. Europe 1 (2023). Transition énergétique: l'Allemagne remet du charbon dans la machine.

10. Les Échos (2023). Industrie: la pénurie générale de main-d'œuvre s'installe.

11. Ouest France (2024). « Une bataille quotidienne »: les pharmaciens de Loire-Atlantique face à la pénurie de médicaments.

12. La Tribune (2023). Immigration: la France aura besoin de « 100 000 à 200 000 talents étrangers » pour se réindustrialiser (Roland Lescure).

13. Lyon Capitale (2023). « Grand inventaire des ressources minières » de Macron: Auvergne-Rhône-Alpes en pôle position.

14. Les Échos (2023). IRA: le plan Biden provoque une marée de projets industriels aux États-Unis.

Impacts du scénario



Vulnérabilités socio-écologiques révélées

- Augmentation des nuisances industrielles (pollution atmosphérique, chimique, sonore, lumineuse).
- Augmentation de la pénibilité du travail au sein des nouvelles usines/mines.
- Augmentation des accidents du travail.
- Augmentation des accidents industriels (explosions, fuites toxiques).
- Déploiement de l'agro-industrie au détriment des installations paysannes.
- Épuisement/dégradation rapide des ressources nationales (matières premières, eau, sols).
- Dégradation accrue des milieux naturels.
- Perte de protection sociale liée à une perte d'emploi.



Publics touchés en priorité

- Personnes travaillant dans des secteurs-clés de la réindustrialisation : métiers agricoles, extraction, transformation, énergie...
- Personnes vivant à proximité d'installations industrielles : usines, mines, etc.
- Personnes exclues de l'emploi, et donc de la protection sociale.
- Populations migrantes exclues des mécanismes de protection sociale.
- Populations les plus pauvres exposées à la consommation des produits (ultra-transformés et traités) issus de l'agro-industrie.
- Personnes vivant à proximité de milieux naturels dégradés.



ARCHÉTYPE DE PROTECTION SOCIALE : PROTECTION PAR L'EMPLOI

À ce scénario est associé un système basé sur la cotisation par secteur d'activité. La protection sociale y est liée à l'emploi et le patronat y joue un rôle clé par la gestion des caisses de redistribution, en tandem avec les représentants syndicaux. Pour les personnes hors de l'emploi, l'État dispense une couverture minimale qui peut être complétée par des complémentaires santé opérant sur un marché privé dynamique. Le système de santé est co-financé par l'entreprise, et l'État comme les complémentaires assument un rôle important de prévention en santé, respectivement par la sensibilisation et par des actions sur les déterminants territoriaux de la santé (alimentation, mobilité douce...).

Cet archétype est inspiré du modèle bismarckien, mis en œuvre en Allemagne à la fin du XIX^e siècle par le chancelier Otto von Bismarck, et caractérisé par une protection fondée uniquement sur le travail, sur la base d'une cotisation sociale des ouvriers et des employeurs gérée par les deux groupes. Il est également proche du modèle corporatiste-conservateur d'État-providence décrit par G. Esping-Andersen qui décrit une protection sociale axée sur le statut de salarié et financée par des cotisations sociales, dont l'objectif principal est le maintien des revenus des travailleurs. Enfin, il puise également son inspiration dans les premières sociétés de secours mutuel corporatistes qui reposaient sur l'auto-organisation des travailleurs d'un secteur d'activité dans la prise en charge collective des incapacités à pratiquer leur métier.







SCÉNARIO INFLATION TECHNOLOGIQUE



SCÉNARIO INFLATION TECHNOLOGIQUE

En quelques mots

Ces dernières années, les propositions de réponses aux enjeux écologiques et sanitaires actuels ont largement tourné autour du déploiement de nouvelles technologies de pointe : techniques de capture et stockage du carbone, avion à hydrogène, surveillance statistique des risques pandémiques, jumeau numérique... Dans ces réflexions, **les conséquences sanitaires de ce déploiement technologique à grande échelle sont encore peu considérées** : quelles sont les implications d'une dépendance généralisée à des hautes technologies de santé qui dépendent de flux (de ressources, d'énergie...) pouvant s'arrêter à tout moment ? **Quelles vulnérabilités émergent d'une société qui se numérise toujours davantage** ? Quelles en sont les conséquences physiques et mentales pour les populations (sédentarité, anxiété...) ? Comment évoluent les risques d'accidents industriels à mesure que les technologies gagnent en complexité et en omniprésence ? Ce scénario permet d'aborder frontalement ces questions en projetant l'hypothèse d'un fort développement des hautes technologies dans un contexte d'intensification des tendances économiques actuelles (croissance, mondialisation, inégalités...). Il permet ainsi de faire un pas de côté et d'analyser de manière critique ces enjeux de santé encore peu étudiés.

Description globale

Ce scénario décrit une société caractérisée par un fort déploiement technologique censé garantir, voire augmenter, le niveau de vie de la population. D'importants investissements sont ainsi réalisés, tant du point de vue de l'énergie (avec l'implantation de nouveaux réacteurs nucléaires et l'intensification des efforts de recherche et développement sur les techniques de fusion) que des télécoms (avec la généralisation de nouveaux réseaux toujours plus rapides), du travail (avec la généralisation des intelligences artificielles génératives), de la santé (développement de la e-santé) ou encore du climat. Sur ce dernier sujet, les politiques publiques sont ainsi concentrées sur la recherche d'innovations : d'une part pour réduire drastiquement l'impact de nos activités humaines sans les remettre en question - et d'autre part pour agir directement sur le climat et tenter de le « corriger ». **Ces techniques dites de « géo-ingénierie » (comme l'ensemencement de nuages ou le stockage du carbone dans les océans) font l'objet d'expérimentations de plus en plus nombreuses** mais peinent à avoir une réelle efficacité - quand elles ne sont pas contre-productives. L'inhabitabilité croissante des territoires est quant à elle constamment repoussée par de grands travaux d'aménagement (construction de digues, climatisation des espaces publics...).



Du côté de la production, **les chaînes de valeur¹⁵ sont toujours plus globalisées mais de nombreux risques de rupture pèsent sur elles** : fragilisation des équilibres naturels nécessaires à la production (baisse de la pollinisation, sécheresse), aléas météorologiques de plus en plus fréquents et intenses, et une prédation accrue sur les ressources. Elles sont parfois sécurisées par des efforts militaires mais sont malgré cela souvent menacées ce qui occasionne des ruptures d'approvisionnement toujours plus fréquentes. Dès lors, et du fait d'une forte dépendance à ces échanges mondiaux, **la population souffre de pénuries régulières et d'une inflation galopante** rendant délicat l'accès à des produits de première nécessité (alimentaires mais pas seulement). En d'autres termes, le pouvoir de vivre baisse sous les effets du réchauffement climatique et de la raréfaction des ressources.

Sous cet effet, **la population se polarise entre une majorité étouffée par les effets directs et indirects du réchauffement climatique et une frange réduite plus aisée pouvant s'en prémunir** et ainsi jouir pleinement du confort permis par les progrès technologiques effectués dans de nombreux domaines (divertissement, transport, santé...). L'accélération qui caractérise cette société est cependant commune à tous ses habitants : rythmées par des algorithmes d'allocation du temps, de l'espace et du contenu en ligne toujours plus performants et personnalisés, les journées, qu'elles soient passées à se divertir ou à travailler, sont rarement sujettes à l'ennui. Une grande partie des services sont désormais rendus par des intelligences artificielles et **les interactions entre humains, là où elles subsistent, sont souvent médiées par des interfaces virtuelles.**

Cette société laisse peu de place à la libre évolution du monde naturel : les ressources et les services écosystémiques, tout comme les humains, sont mis au travail au rythme de la production économique. Les forêts, les sols, les animaux, sont gérés de manière rationnelle via des équations que peu maîtrisent ou comprennent, et les rares espaces naturels encore protégés font l'objet d'un tourisme aussi réglementé que profitable. De la simplification drastique de la biodiversité que ces mécanismes impliquent (réduction du nombre d'espèces, disparition des prédateurs...) résulte la prolifération d'espèces très invasives, parfois porteuses de pathogènes qui se répandent ensuite au gré des échanges mondiaux de biens et de personnes.

15. Les activités successives des entreprises, depuis l'approvisionnement en matières premières jusqu'à la vente, en passant par les étapes de fabrication.

Personae



PERSONA #1

Tina, 33 ans, aide-soignante à domicile

« Quand je vois les journées de travail que je fais aujourd’hui, j’en viendrais presque à regretter les bancs de l’école, cette période bénie où mes seuls déplacements se faisaient d’une pièce à l’autre du campus virtuel, bien assise dans mon canapé. Maintenant c’est la course perpétuelle : il faut satisfaire l’algorithme d’allocation des tâches, qui calcule minutieusement mon salaire en fonction de ma capacité à répondre aux besoins des personnes qu’il juge prioritaires. Et j’en ai bien besoin, de ce salaire : avec l’explosion des prix de l’alimentaire et des produits de première nécessité, pas question de ralentir le rythme. Même si ça me fait mal de voir l’état de mes patients : beaucoup sont encore plus mal en point que moi, n’ont plus de quoi se rafraîchir, sautent des repas, n’ont parlé à personne depuis des semaines. Je m’arrête bien pour leur parler de temps en temps, pour les aider sur quelques tâches qu’ils n’ont pas les moyens de déclarer à l’algorithme, mais je me fais rapidement déclasser, et je peux de moins en moins me le permettre. J’ai même dû en abandonner certains, sans être sûre que quelqu’un d’autre leur serait alloué. C’est rude, mais c’est comme ça. Sans compter que ma sœur dépend encore de moi, et il est hors de question que je remette les pieds dans un centre de rééducation financière. »



PERSONA #2

Mathieu, 43 ans, médecin généraliste spécialiste en santé publique

« Ce n’est plus tenable. Trois pandémies en dix ans, et les gouvernements ne prennent toujours aucune mesure sérieuse. Cela fait pourtant plusieurs décennies qu’on les alerte, et il y a eu plusieurs épisodes par le passé dont ils avaient juré avoir tiré des leçons. Sauf qu’on en est toujours au même point, et toujours avec cette gestion désastreuse : un épisode éclate, on ferme tout, les plus vulnérables passent à la caisse, et tout reprend comme avant. Je ne sais pas ce qu’il leur faut pour comprendre que c’est sur eux que ça finira par tomber. Bien sûr, c’est facile de minimiser le problème quand on n’applique pas soi-même les mesures drastiques qu’on impose aux autres, quand on peut aller se cacher au besoin sur une île ou dans un bunker de luxe et qu’on se croit capable de faire face à n’importe quelle maladie grâce aux progrès de la science. Mais à force de se désintéresser de ceux qui n’ont pas les mêmes privilèges, qu’ils endorment à coups de gadgets et asservissent par surveillance généralisée, ils en oublient la fragilité de la vie. Parce que leur société, ça tient tant que ça tient. Mais quand ça tient plus... Il suffit de regarder ce qu’en disent ceux qui travaillent dans les secteurs « clé-de-voute » : la maintenance des centres de données, les centres de distribution nationale des importations, les travaux d’aménagement climatique... J’ai l’impression que tout le monde sonne l’alerte, en continu, et que personne n’écoute. Du moins du côté de ceux qui ont le pouvoir. Que ça les aveugle à la condition des autres, c’est une chose, mais qu’ils ne voient pas leur propre fin imminente, ça me dépasse. »



PERSONA #3

Naya, 51 ans, directrice des ressources humaines

« Ce poste de RH a bien évolué en 26 ans de carrière. Avant, manager c'était gérer un groupe de collaborateurs et collaboratrices, les faire travailler ensemble pour une cause commune, être attentive aux besoins de chacun, faire preuve d'humanité. Aujourd'hui, « l'équipe » a quelque peu changé. Une équipe « cyborg » comme on aime à dire : prendre le meilleur de l'humain et de la machine. Cette explosion technologique a drastiquement modifié les conditions de travail de mes équipes, mais nous étions préparés. Ce que nous n'avions pas anticipé, ce sont les effets du réchauffement climatique. Personne n'est venu nous proposer de nous former au « management à +4° C ». Nous avons beau offrir les meilleures infrastructures à nos collaborateurs, ce n'est pas suffisant. Tout comme ces immenses centres de données bâtis dans les lits des dernières rivières d'Europe afin d'assurer leur refroidissement continu, nous avons chaud. Trop chaud. 47° C aujourd'hui, et des prévisions à la hausse pour le reste de la semaine. L'inquiétant « 22 % » du mois dernier, figure rougeoyante m'annonçant le taux de démissions forcées depuis le bas de mon écran, a fait place à un alarmant « 34 % » lors de la mise à jour de ce matin. Sans compter la chute de productivité de ceux en poste. Personne n'a pris la peine d'estimer le point fatidique où tout s'arrête, où l'économie implose ; ce n'était pas dans les plans. Nos équipes, aussi « cyborg » soient-elles, nécessitent un équilibre humain-machine ; jamais ces dernières ne remplaceront pleinement les premiers. Encore combien de semaines, combien de jours avant que le château de carte ne s'écroule ? »



PERSONA #4

Dilam, 88 ans, retraité

« Ce matin, footing d'intérieur au centre des sports d'extérieur : interdit de courir dehors dorénavant, trop chaud. Ce midi, déjeuner avec ma fille qui jamais ne connaîtra le plaisir de l'air froid qui brule autant les poumons que les cuisses pendant les sorties d'hiver au lac. Ce soir, départ en vacances, même si la retraite c'est les vacances toute l'année ! Si on m'avait dit que je profiterai plus de temps que je n'ai travaillé ! Il faut dire qu'une espérance de vie en bonne santé si élevée, c'était impensable. J'ai bien conscience que mon travail de bureau, des moyens pour me soigner et manger sain, et mon activité physique régulière ont mis toutes les chances de mon côté. Mais ces diagnostics quasiment anticipés, c'est tout bonnement fou. Notre santé est contrôlée, millimétrée. Serait-ce un mirage d'éternité ? Certes, tout cela a un coût, et l'on tente de l'oublier. Les matières premières, l'énergie... Les conséquences sont déjà là, nous tentons de nous y adapter, mais pour combien de temps ? J'en profite au maximum, mais j'ai bien conscience que tous les efforts consentis ont un prix et que ce sont mes enfants et petits-enfants qui pourraient le payer. Aura-t-on encore les moyens de maintenir toutes ces machines pour eux ? »

Raisons d’y croire

- Le saviez-vous ? Dans plusieurs pays, dont la France, on utilise des techniques d’ensemencement des nuages afin de favoriser la pluie depuis les années 1950. Ces méthodes, qui semblent tout droit sorties d’une œuvre de science-fiction, visent à augmenter la production agricole, à sécuriser les ressources en eau, à chasser la pollution et même à favoriser de bonnes conditions météo, comme pour les Jeux olympiques de Pékin en 2008. Au-delà de questions autour de leur efficacité réelle, leur emploi est également critiqué en raison de l’utilisation d’iodure d’argent, une substance toxique¹⁶.
- Le changement climatique et ses conséquences, et notamment les sécheresses chroniques, sont une des causes identifiées de pénuries - et donc d’inflation - sur des produits alimentaires. En Italie par exemple, la production baisserait de 20 % à 30 % d’une année sur l’autre, touchant les approvisionnements en huile d’olive, riz pour risotto et passata. La récolte d’olive dans la Drôme et l’Ardèche serait également potentiellement réduite de 20 % à 80 %. Ces phénomènes touchent également le Moyen-Orient, l’Afrique ou l’Inde¹⁷.
- David Super, professeur à l’université de Georgetown, a inventé le terme « Heatflation » pour exprimer le lien entre climat et hausse structurelle des prix. Cette hausse peut toucher l’alimentation mais également d’autres secteurs comme le bois (avec des impacts sur le secteur du logement) ou les coûts d’assurance dont les primes s’élèvent pour couvrir les nouveaux risques météorologiques extrêmes. Il résume : « Alors que l’on oppose souvent politique climatique et préoccupations économiques, il est de plus en plus clair que, dans de nombreux cas, les deux vont ensemble. »¹⁸
- Devant la hausse drastique des coûts des catastrophes naturelles pour les assureurs français (10 milliards d’euros en 2022), la Caisse centrale de réassurance appelle à sauver le régime public privé « catastrophes naturelles » en augmentant le taux de la surprime de 60 %, et ce le plus rapidement possible. Cela se traduirait par une hausse de 19 % à 22 % pour les contrats d’habitation et biens professionnels, et de 13 % à 16 % pour les contrats automobiles¹⁹.
- En juillet 2020, les représentants de 500 organisations écologistes écrivent aux hauts dirigeants États-Unis et du Canada afin de dénoncer l’idée d’un recours massif aux « technologies de capture et de stockage de carbone » afin de lutter contre les changements climatiques. Considérées par de nombreux observateurs (dont le GIEC) comme nécessaires à l’atteinte de nos objectifs climatiques, ces technologies sont pourtant loin d’être matures et risquent, selon leurs détracteurs, de détourner les industriels de la nécessité de décarboner et de diminuer en urgence leur production²⁰.

16. *L’usine nouvelle* (2023). *L’ensemencement de nuages, charlatanisme ou solution météo miracle ?*

17. *Libération* (2022). *Pénurie alimentaire : ces produits touchés par le dérèglement climatique.*

18. *Courrier International* (2022) « Heatflation » : pourquoi le réchauffement risque d’alimenter la hausse des prix.

19. *La Tribune* (2023). *Catastrophes naturelles : Bercy accorde une augmentation de 20 % sur la majorité des contrats d’assurance dès 2025.*

20. *Le Monde* (2022). *Le captage et stockage du CO₂, solution d’avenir pour le climat ou mirage ?*

- Ces dernières années, le domaine de l'intelligence artificielle a vu ses capacités augmenter de manière exponentielle. Après l'arrivée en grande pompe de ChatGPT et Dall-E, ces outils de génération de texte et d'image qui font craindre à de nombreux professionnels l'obsolescence prochaine de leur emploi, c'est au tour de la génération vidéo d'atteindre le grand public. Avec Sora, dernière création de l'entreprise OpenAI, il est désormais possible de générer des scènes complexes à partir d'un texte initial²¹.
- Le déploiement massif des technologies de l'information et de la communication ces dernières décennies s'est accompagné de l'explosion de la construction de centre de données où transitent l'ensemble des informations numériques. Gourmands en électricité et en foncier, ceux-ci consomment également d'énormes quantités d'eau afin d'assurer leur refroidissement. Leur taux de croissance est aujourd'hui de 12,6 % par an, un chiffre qui devrait augmenter exponentiellement avec le déploiement de l'intelligence artificielle²².
- En avril 2023, une vague de chaleur sans précédent frappe l'Asie du Sud-Est, avec des températures records de 45 degrés en Thaïlande ou en Inde. Pour conséquence, les habitants se réfugient dans des espaces climatisés - utilisation maximale de climatisation pour ceux qui en possèdent, ou journée passée dans des centres commerciaux²³.
- Pour Philippe Batifoulier, économiste spécialiste du système de santé, le transfert progressif de ce dernier de la sphère publique vers la sphère privée a des conséquences néfastes sur la santé publique. Alors que les souffrances au travail augmentent exponentiellement dans le secteur hospitalier, transformé en centre de rentabilité, les patients souffrent également d'une moindre qualité des soins et d'une attention réduite des soignants. « Cette privatisation rampante a les mêmes défauts que la privatisation du financement du soin : elle est inégalitaire, coûteuse et dangereuse quand elle nuit à la santé. »²⁴
- Depuis 2017, la start-up pessacaise InHeart développe et commercialise une technologie de modélisation 3D du cœur malade de patients, un « jumeau numérique » qui vise à assister les interventions pour arythmies cardiaques. En créant une copie digitale de l'organe à soigner, il est désormais possible de définir les cibles d'intervention avant même le début de celle-ci. Cette technologie a déjà permis d'opérer 5 000 patients dans une centaine de centres²⁵.

21. RTBF (2024). L'IA est désormais capable de générer des vidéos grâce à Sora, le nouvel outil d'OpenAI : faut-il s'en réjouir ?

22. Reporterre (2024). Data centers : leur consommation d'eau va exploser.

23. The Straits Times (2023) Record heatwave of up to 45 °C Scorches Much Of Asia, And It's Going To Get Worse.

24. Alternatives Économiques (2018). Réformes de la santé : une diversité de privatisations

25. Sud Ouest (2024). La start-up girondine InHeart, pionnière du métavers au service de la santé, attire les investisseurs.

Impacts du scénario



Vulnérabilités socio-écologiques révélées

- Intensification des aléas météorologiques (températures et événements extrêmes) par manque d'atténuation.
- Accidents et modifications météorologiques (temps court voire climatiques (temps long) liés à la géo-ingénierie.
- Augmentation des polluants éternels et perturbateurs endocriniens dans les produits ménagers, ustensiles de cuisine, sols et peintures, etc.
- Nuisances liées aux infrastructures de stockage des données (pollutions, accidents, usage des ressources...).
- Augmentation de la pollution atmosphérique liée aux transports motorisés (voitures, avions...).
- Augmentation du risque épidémique et pandémique due à l'accélération des échanges.
- Pénuries / sobriété forcée liées à des ruptures de chaînes d'approvisionnement.
- Difficultés d'accès aux biens de première nécessité pour cause d'inflation (raréfaction des ressources, pénuries).
- Épuisement / dégradation rapide des ressources mondiales (matières premières, eau, sols).
- Intensification de l'usage du numérique, de la sédentarité et de l'isolement.
- Arrêts d'infrastructures vitales (hôpitaux, numérique) liés à des coupures énergétiques.
- Difficulté d'accès aux soins par manque de moyens.



Publics touchés en priorité

- Personnes vivant dans les centres urbains, leur périphérie et à proximité des routes.
- Personnes vivant à proximité d'infrastructures de stockage des données.
- Femmes, plus exposées aux polluants contenus dans les cosmétiques et produits ménagers.
- Personnes exclues de la protection sociale et de l'accès aux soins pour des raisons financières.
- Personnes dépendantes de la continuité d'un soin intensif (exposé aux coupures énergétiques) ou de l'approvisionnement en médicaments ou dispositifs médicaux importés.
- Populations sujettes à l'isolement : personnes âgées, avec difficulté d'accès aux outils numériques.
- Personnes ne disposant pas des moyens de se prémunir face au risque pandémique (travail à distance, logement vaste et isolé...).
- Personnes n'ayant pas les moyens de subvenir à leurs besoins de base.



ARCHÉTYPE DE PROTECTION SOCIALE : PROTECTION SOCIALE MARCHANDISÉE

Ce scénario est associé à un deuxième archétype, qui correspond à un système de protection sociale largement marchandisé et individualisé. Les pouvoirs publics y sont en retrait face à un secteur privé très développé (complémentaires santé, industries pharmaceutiques, entreprises de technologies de santé, etc.), et une grande diversité d'acteurs privés investissent dans le secteur de la santé (GAFAM, agro-industrie, transports, économie de plateforme...). Le rôle de l'État se limite à la préconisation de comportements d'hygiène et à l'accompagnement du déploiement des technologies de santé. La couverture sociale pour les individus les plus précaires est très faible (et compensée par une automédication pharmaceutique souvent coûteuse).

Cet archétype est inspiré du modèle libéral ou résiduel d'État-providence décrit par G. Esping-Andersen qui repose sur un faible niveau de couverture sociale réservée aux plus pauvres ou aux plus âgés (agissant comme un filet de sécurité). La couverture des risques sociaux y dépend largement de l'insertion des individus sur le marché du travail car leurs revenus leur permettent d'obtenir une couverture privée. Il se rapproche en ce sens du modèle états-unien actuel, où aucune couverture publique n'est garantie et où la protection sociale des personnes dépend de leur capacité financière à obtenir une couverture privée. 15 % de la population n'y dispose d'aucune couverture.







SCÉNARIO RÉVOLUTION AGRICOLE ET CITOYENNE



SCÉNARIO RÉVOLUTION AGRICOLE ET CITOYENNE

En quelques mots

Le rôle de l'alimentation dans la santé des populations est aujourd'hui largement connu : une alimentation saine et variée est une composante essentielle d'un mode de vie sain. Mais le secteur alimentaire se situe, plus largement, au croisement de nombreux autres déterminants de la santé : la quantité et la qualité de la nourriture qui arrive dans notre assiette, les conditions de travail des agriculteurs, la quantité de produits chimiques découlant d'un mode de production plutôt qu'un autre (industriel ou paysan), l'usage de terres allant dans le sens ou à l'encontre de l'épanouissement d'une biodiversité riche... **Si l'alimentation est fréquemment au centre des discussions autour de la santé, le système agroalimentaire dans sa totalité est rarement considéré sous un prisme sanitaire.** C'est ce que permet de faire ce scénario basé sur l'hypothèse d'une transformation radicale de nos modes de production alimentaire, doublée d'un renouvellement des pratiques démocratiques locales et d'une transition vers la sobriété. Ce faisant, il fait émerger de nombreuses questions de santé publique : quels sont les impacts sur la santé au travail (agricole et industriel) de la réduction du recours aux hautes technologies (et notamment à l'agro-industrie) ? Comment évoluent les inégalités territoriales de santé dans un contexte de réduction des échanges régionaux ? Quels sont les risques sanitaires posés par un recul des terres artificialisées au profit d'une nature réensauvagée ? Ces questions permettent, à leur tour, de révéler des vulnérabilités de santé encore peu considérées.

Description globale

Dans ce scénario, **la France opère une transformation ambitieuse de son modèle agricole.** En lieu et place du système agro-industriel précédent, les habitants des « biorégions » (de nouvelles entités administratives définies autour des bassins versants) mettent en place une agriculture écologique et paysanne qui repose sur un triple fondement : le respect des cycles de régénération du vivant, des conditions de travail décentes pour les ouvriers agricoles et l'accès inconditionnel à une alimentation saine pour toutes et tous. L'État et l'Union européenne n'ont que peu de fonctions ; ils servent essentiellement à coordonner les échanges culturels et de biens de première nécessité.

Cette transformation s'opère dans une dynamique de forte sobriété, décidée collectivement et appliquée au sein de chaque territoire selon ses spécificités propres (géographie, ressources disponibles, besoins des populations, coutumes...). En résulte **une forte baisse de l'utilisation des hautes technologies** (dont découle une moindre dépendance aux chaînes de production mondiales) mais aussi **un ralentissement général de la production de biens et de services.**



Le travail change drastiquement, avec une situation de plein emploi qui réduit le temps de travail individuel et un système de **partage de la pénibilité via la rotation des tâches** productives : chaque personne s'adonne tour à tour à une activité plutôt manuelle et pénible puis à une activité plus légère, culturelle, de maintenance ou de service. Les premières étant plus communes en campagne et les secondes dans les centres urbains, beaucoup de travailleurs alternent entre les deux modes de vie à l'échelle de quelques mois ou semaines, ce qui dynamise l'ensemble du territoire. La charge de cette nouvelle production intensive est donc répartie de manière relativement équitable au sein de la population, tout comme ses résultats. L'ensemble de la valeur produite est en effet mise en commun à l'échelle des biorégions, et redistribuée sous forme d'une satisfaction inconditionnelle des besoins de base de chacun. **Chaque personne dispose ainsi d'une carte d'autonomie qui lui permet d'accéder librement aux biens nécessaires à sa subsistance** et à son épanouissement (nourriture, soins, logement, activités culturelles...).

Les territoires payent cependant l'héritage de la période industrielle précédente : en l'absence d'intrants chimiques, **de nombreux sols sont durablement improductifs du fait de leur surexploitation passée**. De grandes quantités de déchets et de polluants y persistent, ainsi que dans l'eau et dans l'air, et les événements météorologiques extrêmes sont fréquents. Les déplacements territoriaux volontaires sont ainsi entrecoupés de vagues de migrations involontaires du fait d'épisodes de submersions, d'incendies ou de faibles récoltes. Malgré un climat général de solidarité, **ces épisodes sont souvent source de tensions entre les habitants des différentes biorégions**, qui doivent se partager des ressources souvent rares et à la disponibilité très variable.

Des politiques de réensauvagement (fortes limites à l'intervention humaine sur plusieurs pans du territoire) sont également mises en place et permettent de restaurer des écosystèmes vivants et dépollués (de produits chimiques, de bruit et de lumière). Des espèces s'installent dans ces nouveaux habitats et de nouveaux équilibres se mettent en place, mais de manière inégale selon les régions : tandis que certaines jouissent rapidement d'espaces naturels riches et d'une capacité productive suffisante pour subvenir aux besoins de leur population, d'autres restent difficilement habitables et **des inégalités géographiques s'installent** malgré des échanges inter-régionaux concernant les biens de première nécessité. **Ces zones de libre évolution sont également le lieu de l'émergence de pathologies nouvelles**, amenées par des vecteurs (tiques, moustiques...) bénéficiant d'un climat de plus en plus tempéré, et contre lesquels la lutte est rendue difficile par le ralentissement des avancées de la médecine de pointe.

Personae



PERSONA #1

Gabriole, 36 ans, maraîcher

« Franchement, y'a des jours où je me dis que tout ça ne sert à rien. Ça fait des années maintenant qu'on essaye de cultiver ces maudites terres, et on ne produit toujours pas de quoi nourrir le village voisin. Chaque année on s'y remet, on se dit que cette fois ça marchera, qu'avec telle technique et si le ciel veut bien nous aider ça finira par le faire. Et on se retrouve encore avec des plants rachitiques, bien trop toxiques pour être consommés. Quand je vois les documents d'époque, je n'arrive pas à croire qu'on ait pu transformer un si bon sol en un tel tas de poisons. Mais je crois que le pire c'est de devoir aller quémander aux Rhômédiens. Je n'ai rien contre eux fondamentalement, mais je commence à en avoir sérieusement marre de leur air supérieur, comme si c'était leur talent inné qui avait ravivé leurs sols. Ils ont juste eu de la chance, alors qu'ici on se tue la santé sur des champs ingrats. Et puis leurs conditions d'échange sont clairement indignes de la nouvelle constitution. Rouvrir des mines sur notre territoire ? Vu sa taille ? Je sais bien qu'on a besoin de trains et de panneaux solaires, mais je ne vois pas pourquoi ce serait à nous d'achever nos paysages, qui sont déjà dans un sale état, alors qu'eux ont trois fois notre superficie en forêts inexploitées. Y'en a qui ont la vie facile. Si je n'avais pas une telle dent contre eux ni la rage de faire vivre mes terres, ça fait un bout de temps que je serais allé m'installer là-bas comme tous les autres. »



PERSONA #2

Damasie, 64 ans, enseignante

« C'est vrai que les petits me donnent parfois du fil à retordre. Mais je me réjouis de les voir gagner si vite en maturité : on avait à peine fini le cours sur la sécurité sociale de l'alimentation qu'ils étaient déjà en train de mettre en commun leurs goûters ! C'est pas de mon temps que ce serait arrivé, c'était même plutôt l'inverse à l'époque. C'est que je suis assez vieille pour me souvenir de la « décennie noire » : ce n'était pas si horrible qu'on l'entend parfois, mais c'est sûr que c'était plus difficile de se nourrir alors même qu'on avait des technologies qui passeraient pour de la magie aujourd'hui. On m'aurait laissé mourir de faim dans un supermarché rempli plutôt que de me nourrir à l'œil. Pourtant j'y contribuais tout autant qu'aujourd'hui à cette production, même de manière indirecte. Maintenant, avec la Carte d'Autonomie, on ne passe plus notre temps à surveiller les gens pour savoir s'ils se sont assez actifs, de la bonne manière et au bon moment, pour mériter de vivre : tout le monde travaille à sa manière (en retournant les sols, en changeant des couches, en tendant une oreille attentive...) donc tout le monde a le droit au nécessaire. Et peu importe si quelques-uns préfèrent se prélasser pendant que d'autres triment aux champs. Ça ne dure jamais bien longtemps ; ils finissent par s'ennuyer. »



PERSONA #3

Théa, 26 ans, garde champêtre

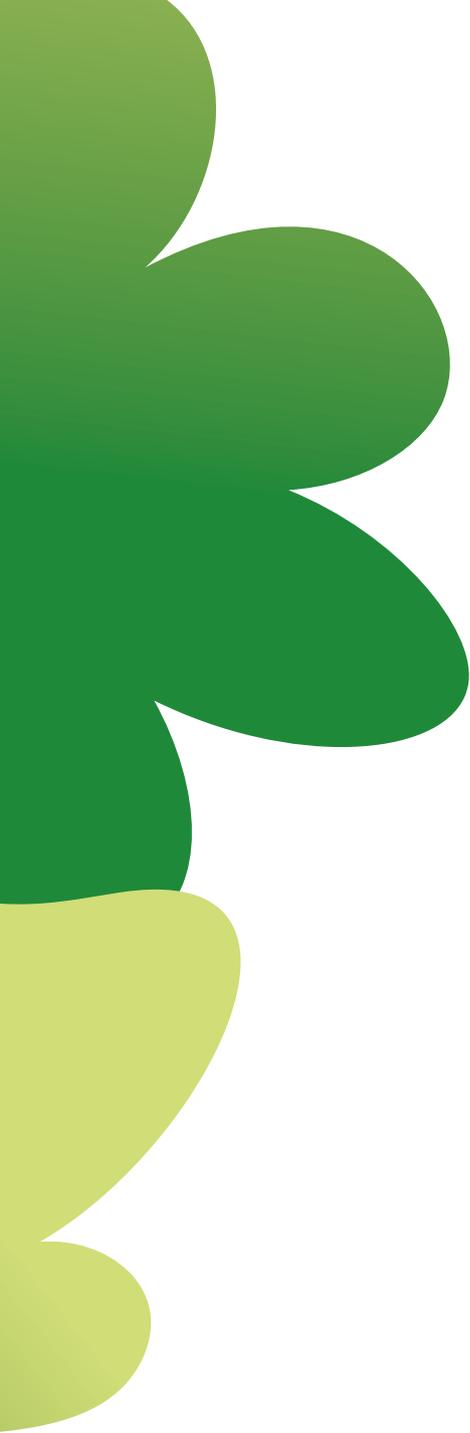
« La semaine dernière j'étais en forêt d'Agardou. C'est vraiment incroyable ce qu'ils ont réussi à faire là-bas, en seulement quelques années. Bien sûr, je n'étais pas là pour voir l'état initial, mais j'ai vu des photos : d'un paysage désolé, ravagé par des décennies d'incendies, de pollutions et d'exploitations, ils ont recréé un écosystème riche, foisonnant, qui s'étend à perte de vue. Pareil en Rhômedie : dans tout le sud, la vie s'est adaptée au nouveau climat grâce aux techniques de réensauvagement. Ici on ne peut pas en dire autant. Il faut croire qu'un climat aussi doux ne sied pas à la Libreseine, ou bien qu'elle a été trop dégradée par le passé. Pourtant on ne lésine pas non plus sur la libre évolution : aucun projet d'exploitation n'a vu le jour ici depuis plusieurs années, et ce sur des centaines d'hectares à la ronde. Il a bien sûr des espèces qui reviennent, mais ça manque encore cruellement de prédateurs. Alors certaines prolifèrent et parmi elles, il y en a qui portent des maladies franchement inquiétantes. On a par exemple vu une explosion des cas de Lyme et de palu ces derniers temps, ce qui est particulièrement dérangeant car on ne sait plus les traiter correctement. Et puis beaucoup de personnes refusent par principe tout ce qui ressemble à la « médecine sachante » du début du siècle, qu'ils associent à la folie technologique qui a mené aux effondrements de la décennie noire. Alors tout se joue sur la prévention. Ça me peine de devoir interdire certains espaces aux visiteurs, mais c'est le prix à payer pour éviter de nouvelles épidémies et donner une chance à la nature de se reconstruire. »



PERSONA #4

Vinciane, 65 ans, élue locale

« Il va encore falloir envoyer 25 % de notre production annuelle à l'Est ! Je suis d'accord pour qu'on partage un peu, c'est vrai que nos champs se portent relativement bien et qu'on a l'immense avantage de bénéficier des ressources de la mer. Mais il y a des limites, surtout les années difficiles : encore une fois, plusieurs villages ont dû décider de sauter des repas ces dernières semaines. Il n'y a pas de raison qu'on doive en plus compenser les récoltes médiocres des autres. Mais bon, le collectif a tranché. Après tout, je ne suis là que pour remonter l'information au niveau inter-régional, pas pour donner mon avis. Du moins pas plus qu'un autre. Mais on ne m'enlèvera pas de la tête que parfois le collectif se trompe salement. Comme pour cette histoire d'évacuation complète des politiques de santé centralisées. Certes, on n'a pas besoin de messieurs-je-sais-tout pour nous vendre des médocs à la moindre occasion. Mais c'est quand même grâce à l'État, à l'époque, qu'on a pu généraliser de bonnes pratiques sanitaires. Et quand on voit les conséquences des rites bizarres qui émergent dans certains coins, on se dit qu'on ferait peut-être mieux de recommencer à contrôler les apprentis-chamanes qui se prétendent médécins. Mais bon, moi je suis réglo, je rapporte ce qu'on me dit de rapporter. Il y en a, des élus, qui ne se gênent pas pour déformer les demandes de leurs camarades. Même s'ils ne font jamais long feu. »



Raisons d'y croire

- Pour que l'alimentation bio et locale soit accessible à tous, une « caisse alimentaire commune » a été lancée à Montpellier. 450 Montpelliérains cotisent selon leurs moyens et reçoivent 100 euros par mois pour mieux manger. Un montant à dépenser dans des lieux de distribution alimentaire précis : marchés paysans, épiceries bio et locales, groupements d'achat. Pour cela, les adhérents utilisent la Mona, une monnaie créée spécifiquement pour la caisse²⁶.
- Dans la communauté de communes du Val-de-Ligne en Ardèche, une expérience inspirée du concept de biorégion a pris place entre 2017 et 2019 : pendant trois ans, des étudiants de l'école d'architecture de Lyon (ENSA) ont co-construit avec les acteurs locaux une « stratégie pour la biorégion » dans l'idée de faire émerger des processus de réhabilitation. 22 projets communaux ont émergé de ces explorations topographiques et de ces rencontres avec les habitants²⁷.
- En 2024, le Réseau action climat dénonce dans un rapport la fragilité du système alimentaire français face aux crises climatiques et économiques qui se multiplient : sécheresses, vagues de chaleur, inondations, diminutions de rendement... Autant de risques majeurs pour la sécurité alimentaire du pays. En réponse, le collectif préconise un tournant urgent vers l'agroécologie, une forme d'agriculture pleinement ancrée dans les cycles de naturels de régulation du vivant²⁸.
- Le 28 avril, le président de l'Irlande condamne dans un discours l'obsession néo-libérale pour la croissance économique. Il déclare : « La plupart des économistes restent bloqués dans un récit de croissance inexorable. Au mieux de « croissance verte ». Leur obsession pour l'efficacité, la productivité et la croissance éternelle – dans des acceptions étroites – les a rendu aveugles au défi environnemental, que dis-je, à la catastrophe environnementale à laquelle nous faisons face²⁹ ».
- Au Royaume-Uni, la consommation de viande par personne a atteint son plus bas niveau depuis les années 70. Elle a baissé de 14 % en 10 ans, sous l'effet conjugué de l'inflation et d'un changement profond des modes de vie. En 2021, une étude de Cécile Desauvay intitulée « La société de déconsommation » avait noté la stagnation voire le déclin de certains postes de consommation comme la viande, le papier ou encore l'automobile³⁰.
- Selon l'écologue et spécialiste des maladies infectieuses Serge Morand, « la biodiversité est synonyme de résilience face à l'émergence de maladies ». En effet, dans un écosystème riche, la circulation des agents pathogènes est réduite, notamment grâce aux prédateurs qui régulent la prolifération d'animaux porteurs (comme les tiques pour la maladie de Lyme). C'est « l'effet de dilution ».
- Dans un écosystème abîmé, et en l'absence de ces prédateurs, les agents pathogènes circulent bien plus rapidement et efficacement³¹.

26. Reporterre (2023). À Montpellier, on teste une caisse alimentaire façon « Sécu ».

27. Topophile (2023). Trilogie biorégionale aux éditions Eterotopia.

28. Actu Environnement (2023). L'agroécologie, la clé de la résilience de l'agriculture française.

29. The Irish Times (2023). President Condemns « Obsession' With Economic Growth ».

30. The Guardian (2023). UK Meat Consumption At Lowest Level Since Records Began, Data Reveals.

31. Cirad (2021). Serge Morand : « La biodiversité est synonyme de résilience face à l'émergence de maladies ».

- Apparu aux États-Unis au milieu des années 1990, le réensauvagement, ou le fait de laisser de vastes territoires en libre évolution écologique, se répand en Europe depuis le début des années 2000. Aujourd’hui, de nombreux projets s’en réclament dont soixante-six, répartis sur vingt-sept pays européens, sont fédérés sous la bannière de l’ONG Rewilding Europe. « La science du réensauvagement est encore à construire, selon la biologiste Nathalie Pettorelli. Elle pose des questions : est-on prêt à vivre avec des environnements imprévisibles ? Comment mesurer l’efficacité des expériences ? Comment les faire accepter aux communautés locales ? »³²
- Portées en partie par la pénurie de médecins généralistes et spécialistes et les difficultés pour obtenir un rendez-vous médical, les pratiques de soin non-conventionnelles comme l’ostéopathie, l’homéopathie, l’acupuncture, l’hypnose ou encore la lithothérapie gagnent du terrain en France. Dans un rapport publié en juin dernier, le Conseil national de l’Ordre des médecins alerte sur l’essor et les risques de ces pratiques, également connues sous le nom de médecines alternatives. Si certaines peuvent soulager physiquement et psychologiquement les patients, elles peuvent aussi avoir de sérieuses conséquences en cas de remplacement d’une thérapie conventionnelle³³.
- Dans le Morbihan, à Priziac, un habitant tente d’allier santé des écosystèmes et santé humaine grâce à un projet innovant : le tout premier hameau de santé regroupant médecine traditionnelle et alternative, ainsi qu’un réseau national fédérant toutes ces initiatives pour lutter contre les déserts médicaux. « Il s’agit aussi de remettre plus d’examen clinique du médecin, qui se perd de plus en plus derrière les imageries et les bilans sanguins qui permettent d’avoir des diagnostics très précis sur un système qui tient techniquement pour l’instant, mais n’est en rien garanti dans le temps en fonction des chocs énergétiques que nous serons amenés à vivre »³⁴.
- Une étude publiée par l’Inrae en 2023 témoigne de la persistance de nombreux pesticides dans les sols étudiés. Sur 47 sites, un seul ne présentait pas de traces de pesticides. Les sols les plus contaminés sont ceux en grandes cultures, mais les sols de forêts, prairies, friches, ou en agriculture biologique depuis plusieurs années, présentaient également des résidus de pesticides. Selon les auteurs, ces résultats montrent que les pesticides persistent plus longtemps que prévu dans les sols, avec la présence de certains résidus longtemps après leur dégradation supposée à 90 %, et à des concentrations supérieures à celles prévues³⁵.

32. Géo (2021). *Réensauvagement en Europe : ces territoires rendus à la nature.*

33. Statista (2024). *Les médecines alternatives gagnent du terrain en France.*

34. La Relève et la Peste (2022). *Un réseau de hameaux de santé veut lutter contre les déserts médicaux.*

35. Reporterre (2023). *Même les sols cultivés en bio sont contaminés aux pesticides.*

Impacts du scénario



Vulnérabilités socio-écologiques révélées

- Amélioration de la santé par le biais de l'alimentation et d'une moindre sédentarité.
- Augmentation de l'exposition aux aléas météorologiques (températures et événements extrêmes) due à l'augmentation du travail en extérieur.
- Augmentation de l'intensité du travail liée au faible recours aux machines.
- Augmentation des pénuries (épuisement des ressources, mauvaise récolte) sans possibilité d'importer.
- Multiplication des nouvelles maladies infectieuses liées à l'expansion des espaces sauvages (Lyme, etc.).
- Fragilité accrue des infrastructures et des logements due au recul des techniques de construction modernes et au manque de ressources.
- Capacité d'adaptation limitée face aux aléas météorologiques (submersions, incendies, inondations...).
- Baisse du recours aux hautes technologies en santé (numérique, opérations complexes...).
- Augmentation des inégalités matérielles (ressources, main d'œuvre...) entre les territoires.
- Diffusion incontrôlée de pratiques de santé alternatives.
- Ruptures d'approvisionnement en médicaments.



Publics touchés en priorité

- Populations vivant dans des régions moins bien pourvues en ressources.
- Populations habitant des territoires plus exposés aux aléas météorologiques.
- Personnes fragiles physiquement.
- Personnes nécessitant un soin intensif ou continu.
- Personnes dépendantes de médicaments importés.
- Personnes vivant à proximité d'aires naturelles réensauvagées.



ARCHÉTYPE DE PROTECTION SOCIALE : **PROTECTION SOCIALE COLLECTIVE**

Le troisième archétype dépeint un système dans lequel une protection sociale nationale universelle (et sans conditions) assure les besoins de base de l'ensemble de la population. Dans un contexte de forte sobriété, cette couverture nationale reste limitée mais elle est complétée par une action publique en santé à l'échelle régionale, basée sur les besoins spécifiques de chaque territoire et axée sur l'amélioration des déterminants locaux de la santé (préservation des communs de santé, entretien des milieux de vie). Un tissu social dynamique complète au besoin cette couverture étatique (mutuelles communales, associations, regroupements professionnels...).

Cet archétype est inspiré du régime général de sécurité sociale mis en place en France à partir de 1946 et qui reposait sur l'accès universel à une couverture sociale complète (maladie, chômage, retraite...) financée par cotisation collective (et non par l'impôt). Ce modèle inspire aujourd'hui d'autres initiatives, comme celle d'une sécurité sociale de l'alimentation qui repose sur le financement par cotisation d'une production de produits alimentaires sains (subventions, salaire des agriculteurs) auxquels l'accès universel est permis par une « carte vitale de l'alimentation » dont dispose chaque citoyen.





SCÉNARIO DÉCLIN RÉACTIONNAIRE



SCÉNARIO DÉCLIN RÉACTIONNAIRE

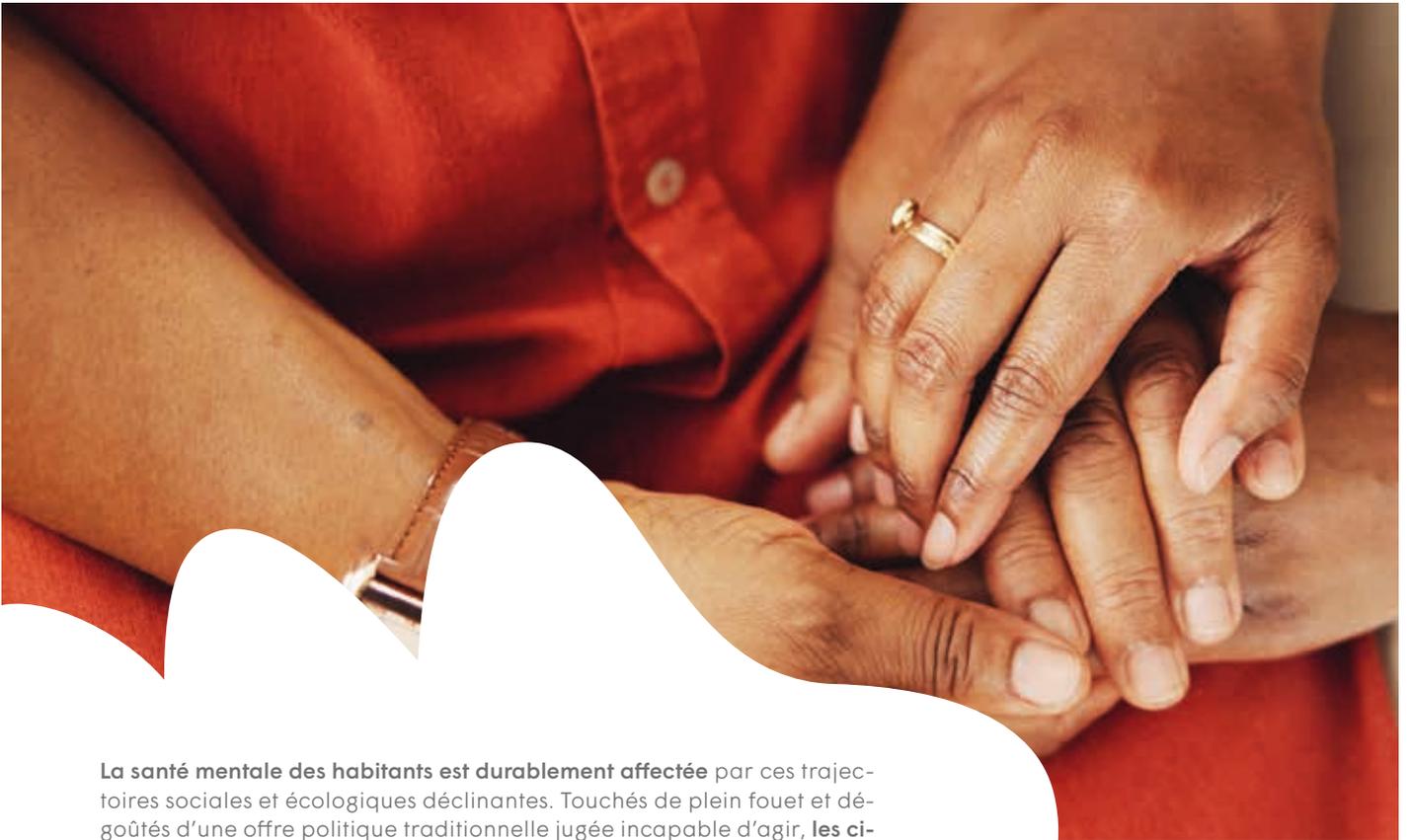
En quelques mots

Les conséquences sanitaires des dérèglements écologiques sont aujourd'hui de mieux en mieux connues : hyperthermies, nouvelles maladies infectieuses et chroniques, sinistres... En revanche, **les conséquences sanitaires des bouleversements politiques et géographiques que pourraient entraîner ces dérèglements sont peu étudiées**. Pour y remédier, ce scénario s'ancre dans l'hypothèse d'une intensification rapide et généralisée des risques écologiques. Ce faisant, il aborde **des questions liées à l'inhabitabilité des territoires** (quels territoires seront concernés ? Comment prendre en charge les déplacements forcés qui en résulteront ? Quels seront les enjeux de santé propres aux populations déplacées ? Et les conséquences d'une sobriété forcée par des chocs écologiques multiples ?) mais aussi **celles liées à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement réactionnaire** (quelles seront les conséquences du désengagement de l'État dans certains endroits et pour certaines personnes ? Qui seront les premiers touchés par ce désengagement, de quelle manière et comment assurer la continuité de leur prise en charge ? Comment prévenir la hausse des tensions interpersonnelles dans un contexte de raréfaction des ressources, de pénuries et d'inégalités croissantes ? Comment prendre en charge les conséquences psychologiques d'un tel délitement social ?). Ces questions sont autant d'angles morts des réflexions en santé autour de l'adaptation des populations aux catastrophes écologiques en cours, dont découlent des vulnérabilités variées.

Description globale

Ce scénario décrit les effets de longues années d'inaction écologique. D'abord concentrée sur des efforts de transition énergétique qui s'avèrent vite insuffisants, **l'écologie est peu à peu abandonnée par les politiques publiques** qui s'apparente de plus en plus à une gestion de crise permanente. À titre d'exemple, dans l'agriculture, les plans de réduction des produits phytosanitaires sont abandonnés devant la colère de professionnels englués dans un système productiviste qui les épuise (et épuise les terres). Des projets ambitieux comme la loi Zéro artificialisation nette passent également aux oubliettes, faute de capacité à imaginer des projets de territoires alternatifs.

C'est une période sombre qui s'ouvre pour le pays, caractérisée par **un pouvoir de vivre dégradé, une hausse des inégalités, mais aussi les conséquences tangibles des trajectoires climatiques sur le territoire**. De nombreuses régions deviennent peu à peu inhabitables du fait d'aléas météorologiques extrêmes à répétition : submersions, incendies, effondrements de la biodiversité, épuisement des ressources... Régulièrement sinistrée par des événements toujours plus violents, l'Outre-Mer est la plus gravement touchée par ces dynamiques.



La santé mentale des habitants est durablement affectée par ces trajectoires sociales et écologiques déclinantes. Touchés de plein fouet et dégoûtés d'une offre politique traditionnelle jugée incapable d'agir, **les citoyens élisent un gouvernement autoritaire et réactionnaire** qui se concentre en premier lieu sur des fonctions régaliennes et sécuritaires, mais se retrouve aussi contraint d'organiser une politique écologique de la « dernière chance ».

Au lieu de pratiquer des politiques de rationnement décidées « par le bas », c'est une sobriété forcée qui s'impose à la population qui se retrouve brutalement déconnectée de certains biens et services de première nécessité. **Les usages de l'eau ou de l'électricité font l'objet d'arbitrages autoritaires** sur lesquels particuliers et professionnels n'ont que peu de prise. De tendance isolationniste, le gouvernement entretient toutefois des relations bilatérales avec l'extérieur en fonction des affinités politiques et des échanges de ressources nécessaires au maintien de son autorité. Au-delà de ces échanges, la majeure partie de la production se fait sur le territoire national.

Si l'ensemble de la population souffre de cette dynamique, **le gouvernement organise cependant un traitement différencié sur la base de l'appartenance ou non à l'identité nationale**, définie selon des critères ethniques, religieux, culturels et de classe. En d'autres termes, les nouvelles politiques publiques visent bien à préserver les conditions de vie en France, mais au détriment de certaines populations qui sont systématiquement pointées du doigt. Un territoire à deux vitesses s'installe, avec des zones devenues quasi-inhabitables (Outre-Mer, zone méditerranéenne, littoraux...) dans lesquelles sont cantonnées les populations marginalisées d'une part ; et d'autre part des régions relativement préservées dans lesquelles vivent des populations favorisées dont on essaie d'améliorer le confort malgré tout. Au sein de ces dernières, les populations jouissent d'une couverture sociale minimale et de mesures d'adaptation (digues, rénovations...) préservant leurs conditions de vie. À défaut d'être absents (comme dans les autres régions), **les services publics et le système de santé y sont toutefois fortement dégradés.**

Ce climat national de compétition en contexte de privation provoque **de fréquents épisodes de violences** entre les populations favorisées et défavorisées mais également au sein des groupes sociaux où les enjeux de rareté des ressources et le climat autoritaire ternissent les relations sociales. Des voix se font entendre appelant à un changement de régime et **des mécanismes de solidarité tentent d'émerger dans les marges**, mais celles-ci sont durement réprimées par l'appareil d'État.

Personae



PERSONA #1

Paul, 37 ans, réfugié climatique

« J'avais entendu dire que la France laissait ponctuellement entrer certaines nationalités, alors j'ai tenté ma chance il y a 1 an. Je suis entré clandestinement, à une période où la répression aux frontières se voulait plus souple pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre. Les politiques de relocalisation avaient omis le fait que personne ne voulait plus travailler dans ces conditions, trop habitués à délocaliser ces nuisances à l'autre bout du monde. Alors ils embauchent des réfugiés comme moi. On se fait appeler « les rouges », rapport aux mines de bauxite. Cette poussière... j'en fais des cauchemars ; et cette toux, sans cesse. Je n'ai pas vu de médecin depuis plus de 2 ans, avant même les inondations qui m'ont poussé à quitter mon pays. Je ne sais pas quel type de maladies chroniques nous avons tous, mais en tant qu'ancien psychologue je peux dire que nos santés mentales sont, elles, ravagées. Les inondations, les morts, la migration, puis ici l'exclusion, la discrimination : ils compensent leur inaction écologique par un discours raciste. Ils alimentent la peur de l'autre, du différent, en nous attribuant la responsabilité du désastre. Certains de la ville tentent de nous aider, mais la répression est trop forte. »



PERSONA #2

Mélanie, 42 ans, postière

« Moi aussi je suis réfugiée climatique. Enfin dans les faits, mais je n'ai aucune reconnaissance à ce titre. Ce Graal est réservé aux élites ingénieures que le gouvernement accueille dans les quelques métropoles qu'il tente de sauver. Nous ici, dans les « Zones d'Urgence Climatique », nous mourons à petit feu. Toutes nos maisons sont sinistrées à cause du « retrait-gonflement des argiles ». Je ne pensais pas pouvoir détester à ce point la terre. La bataille judiciaire a commencé : avec l'assurance, l'ancien propriétaire, la mairie sur le plan d'urbanisme. Une véritable obsession qui me hante et m'isole. C'en est trop pour ma compagne qui me quitte, mes amis à qui je ne parle que de ça s'éloignent. Les aides de l'État sont un mirage : un plan de rénovation pour 2045 et un numéro vert pour « être accompagnée judiciairement ou psychologiquement », 3 heures d'attente. Pourtant, nous aurions eu le temps d'agir, mais les gouvernements précédents n'ont pas eu les ambitions de la rénovation thermique, du réaménagement urbain, des îlots de fraîcheur, du vélo... Aujourd'hui, nous habitons des territoires reculés et la situation est critique. Notre campagne est devenue un terrain de jeu de la relocalisation et son lot de pollutions. Mais il n'y a plus d'hôpitaux, de médecins, ni même de protection sociale ici. Heureusement qu'on s'organise dans le quartier pour se partager des astuces, des médicaments, des traitements. Mais nos moyens sont bien limités, et beaucoup de ces remèdes ne peuvent rien contre les maladies graves. »



PERSONA #3

Adélaïde, 29 ans, cheffe de projet en innovations sociales

« Climats atmosphérique, social, politique... Tous se réchauffent, se tendent. Ici nous sommes plutôt préservés : le gouvernement a construit des digues contre les submersions, certains bâtiments sont rénovés thermiquement. Mais pourtant je ne projette aucun avenir. À quoi bon ? Quand on voit ce qui se passe autour de nous, comment ne pas angoisser ? Les nouvelles constructions sans cesse, la relocalisation, les pesticides à outrance, ont fait du bâtiment, de l'industrie et de l'agriculture des secteurs champions des émissions de CO₂ et du franchissement de toutes les frontières planétaires. On a même réussi à rouvrir le trou de la couche d'ozone, faute d'un renouvellement des accords internationaux. Ma seule question pour le futur : entre le palu, un ouragan ou une canicule, qu'est-ce qui m'atteindra en premier ? Ce contexte social aussi, toute cette violence, c'est insupportable. Je n'en peux plus de ce racisme ambiant, de la division, du recul des libertés au nom de l'urgence. Je le vois bien dans mon entourage, ces amis avec qui nous refaisons le monde sur l'île du Frioul, à qui la peur a fait oublier la solidarité. »



PERSONA #4

Didier, 54 ans, député en Guadeloupe

« Ça fait 20 ans que je suis député, ici en Guadeloupe. Aujourd'hui j'ai peur qu'on ait atteint un point de non-retour. L'Outre-Mer n'a jamais été le sujet de préoccupation principal des Français, mais depuis plusieurs années la situation s'aggrave : les cyclones sont de plus en plus fréquents, l'eau rogne sur le territoire... J'ai beau interpellier régulièrement les pouvoirs publics, rien n'y fait. Et depuis que ce nouveau gouvernement est arrivé, c'est encore pire ; j'ai l'impression d'être carrément méprisé, de ne pas compter. Ce n'est pas qu'on me fait attendre, c'est qu'on ne m'écoute même plus. La communication est coupée, et je vois bien que je brasse de l'air dans l'Hémicycle. De toute façon, les collectivités ont perdu toute marge de manœuvre ; nous ne sommes plus que des pantins du pouvoir central. Et nous, en Outre-Mer, nous ne sommes bons qu'à exporter des ressources pour que la métropole puisse maintenir son train de vie. Ils feraient pourtant bien de nous regarder, car ce qu'il se passe déjà ici va bientôt leur arriver. Déjà, des collègues m'appellent pour me demander conseil sur la base des adaptations territoriales que nous avons dû faire en urgence. »

Raisons d'y croire

- Selon une étude lancée en 2022 par le gouvernement espagnol, 74 % du territoire serait menacé de désertification, et ce de manière quasiment irréversible. Pour cause, la transformation ces dernières années de certaines provinces en « potager de l'Europe » malgré le climat sec – jusqu'à ce que l'agriculture représente 3 % du PIB du pays. Les partis politiques de gauche et de droite préconisent, pour atténuer le problème, la réutilisation des eaux usées et la désalinisation de l'eau de mer³⁶.
- Une étude, menée par une équipe de chercheurs dans 50 pays insulaires entre 1950 et 2020, démontre qu'il existe des « liens étroits entre la fréquence des tempêtes affectant les nations insulaires et les actes d'oppression gouvernementale » et émettent l'hypothèse que certains gouvernements profitent des catastrophes climatiques en opprimant en échange de son aide, sans retour à la normale après la fin de l'urgence³⁷.
- Mathieu Colin, chercheur à l'université de Montréal et à l'université de Sherbrooke, alerte sur les ponts narratifs entre écologie et extrême droite, qui se multiplient ces dernières années. Entre les effets du dérèglement climatique et la recrudescence de l'extrême droite (qui provoque une augmentation de plus de 300 % des attentats aux États-Unis depuis 2017), il craint un concours de circonstances capable d'alimenter une idéologie aussi composite que haineuse : l'écofascisme, un concept populaire aux États-Unis qui infuse de plus en plus en France³⁸.
- Selon un rapport publié le 2 novembre 2023 par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, basé en Suède, le nombre de pays connaissant un déclin démocratique excède celui où la démocratie a progressé, pour la sixième année de suite. Quatre catégories de performance sont analysées : la représentation, le droit, l'État de droit, et la participation³⁹.
- À Mayotte, les habitants font face à une pénurie d'eau due à un épuisement des réserves (nappe phréatique, deux réserves collinaires, une usine de dessalement et plusieurs rivières) et à un décalage annuel de la saison des pluies dû au réchauffement climatique. En fin d'année 2023, le département n'a pu produire que la moitié des besoins en eau de l'île. La préfecture a alors décidé de couper l'eau deux jours sur trois, organisant des « tours d'eau » par zone géographique. Une situation aggravée par des infrastructures inadéquates (de l'eau collectée serait perdue à cause des fuites), une forte pollution des eaux et une gestion gouvernementale dénoncée comme désastreuse⁴⁰.

36. Les Échos (2023). *L'Espagne menacée par la désertification*.

37. L'ADN (2022). *Le changement climatique porte-t-il les germes des dictatures à venir ?*

38. L'ADN (2023). *Écofascisme : écologie et extrême droite, l'histoire d'amour qui prend de l'ampleur*.

39. Le Monde (2023). *Pour la sixième année de suite, la démocratie a reculé dans le monde en 2022*.

40. Oxfam (2023). *Pénurie d'eau à Mayotte : une crise qui aurait pu être évitée*.

- L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) a récemment publié une étude intitulée « Liens entre les violences sexistes et l'environnement : la violence des inégalités » mettant en exergue la manière dont les dommages faits à la nature peuvent accentuer les actes de violence envers les femmes à l'échelle globale. L'étude rend visible que les actes de violences envers les femmes consistent en des moyens de reproduction des inégalités sexuelles et de renforcement des privilèges existants chez les acteurs dominants, les dommages écologiques pouvant conduire à la perpétuation de ces schémas inégalitaires⁴¹.
- En Alsace, le Conseil d'État vient d'approuver la possibilité pour l'entreprise Stocamine d'enfouir et de bétonner les déchets toxiques de son ancienne activité minière. Selon l'association Destocamine, qui s'oppose à la décision, cette décision ouvre la voie aux travaux d'enfouissement définitif de déchets toxiques (contenant de l'amiante, du cyanure et de l'arsenic) à Wittelsheim, une ancienne mine de potasse située non-loin de la plus grande nappe phréatique d'Europe occidentale, avec des risques de contamination⁴².
- Après le Brésil et les Antilles, la Guyane est touchée par une flambée des cas de dengue. Selon Santé publique France, 5 800 cas ont été recensés dans le département amazonien de 300 000 habitants depuis le début de l'année 2023, dont 2 996 déjà en 2024. Du jamais vu depuis une vingtaine d'années. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la dengue connaît une recrudescence dans le monde en raison du changement climatique. En Guyane, l'épidémie a été favorisée par la saison des pluies, qui a multiplié les zones d'eau stagnante et donc les gîtes larvaires⁴³.
- Site classé en plein cœur de l'Hérault et du Languedoc, le lac du Salagou est menacé par la sécheresse. Dans ce coin de l'Occitanie, la pluie s'est faite rare, très rare, ces derniers mois. Résultat, le niveau du lac est au plus bas : 137,3 mètres au-dessus du niveau de la mer contre ses 139 mètres habituels. Malgré cette situation critique, des stations de pompage et un réseau de tuyaux sont en construction sur le lac en vue d'irriguer près de 800 hectares de vignes alentours, un projet qui va « impacter le lac, la rivière Lergue, le fleuve Hérault et donc tous les habitants riverains au profit des seuls viticulteurs en capacité de contribuer »⁴⁴.
- Le mois de janvier 2024 a été « le plus violent depuis plus de deux ans » en Haïti, a indiqué le Haut-Commissariat de l'Onu aux droits de l'homme à Genève. Selon ce dernier, « la situation déjà désastreuse des droits humains s'est encore détériorée, dans un contexte de violence incessante et croissante des gangs, avec des conséquences désastreuses pour les Haïtiens ». Une situation due en grande partie au contexte de profonde pauvreté, de forte discrimination sociale et économique et de corruption de l'île, dans un climat d'insécurité alimentaire et de tensions autour de l'accès aux ressources de base⁴⁵.

41. Média Terre (2020). *Quels liens entre la dégradation de l'environnement et les violences sexistes ?*

42. Reporterre (2024). *Déchets toxiques à Stocamine : le Conseil d'État autorise le confinement.*

43. France 24 (2024). *La Guyane en proie à une épidémie de dengue alarmante.*

44. Reporterre (2024). *Déjà asséché, le lac du Salagou va être pompé pour irriguer.*

45. RTBF (2024) Haïti : selon l'ONU, le mois de janvier a été « le plus violent depuis plus de deux ans ».

Impacts du scénario



Vulnérabilités socio-écologiques révélées

- Exposition accrue aux aléas météorologiques en raison de la dégradation des logements (inadaptation aux températures extrêmes, retrait-gonflement des argiles...).
- Ruptures d'approvisionnement (matières, produits et énergie) liées à des aléas météorologiques frappant des infrastructures clés.
- Dégradation des services de santé due à une baisse des investissements publics.
- Pénuries alimentaires liées à la dégradation des sols et aux ravages de cultures sans possibilité d'importer.
- Augmentation des tensions interpersonnelles (lutte pour l'accès aux ressources, conflits communautaires).
- Inflation liée aux ruptures d'approvisionnement et à la baisse des importations.
- Nouvelles maladies liées à l'augmentation des températures (dengue, paludisme...).
- Intensification des aléas météorologiques (températures et événements extrêmes) par absence d'atténuation.
- Difficulté d'accès aux hautes technologies en santé et perte de savoirs légitimes.
- Capacité d'adaptation limitée face aux aléas météorologiques (submersions, incendies, inondations...).



Publics touchés en priorité

- Populations des territoires d'Outre-Mer, premiers exposés aux risques écologiques et au désengagement de l'État.
- Départements métropolitains les plus exposés aux risques climatiques : sud de la France, territoires côtiers...
- Populations vivant sur des territoires sujets aux conflits d'usage des ressources.
- Personnes exclues de la protection sociale sur la base de discriminations.
- Personnes appartenant à des minorités pouvant faire l'objet de discriminations et de violences.
- Personnes dépendantes de soins intensifs ou continus.
- Personnes dépendantes de produits et médicaments importés.



ARCHÉTYPE DE PROTECTION SOCIALE : **PROTECTION SOCIALE CENTRÉE SUR LES COMMUNAUTÉS**

Ce dernier archétype décrit un système de protection sociale étatique basé sur la préférence envers certains groupes sociaux. Pour les habitants qui en sont exclus, la protection sociale repose exclusivement sur des mécanismes d'auto-organisation locale et communautaire. Les collectifs informels (famille, réseaux communautaires) y jouent donc un rôle clé, tout comme les mécanismes de solidarité financière locale (crowdfunding, mutuelles autogérées, associations) et le partage des compétences et savoirs de santé.

Il est inspiré par des systèmes de protection sociale reposant sur une logique de sélection de certains citoyens disposant de droits supérieurs à d'autres sur des critères sociaux, ethniques, religieux... La réponse des communautés face à cette exclusion est quant à elle inspirée des premières sociétés de secours mutualiste qui pallient l'absence de protection de la part de l'État et du capital en s'auto-organisant pour faire face aux risques du quotidien. Enfin, cet archétype est informé par le comportement documenté des populations après des désastres, qui tend plutôt à l'entraide qu'à la désorganisation.



CONCLUSION

La démarche Demain, tous et toutes vulnérables ? a reposé sur la construction de 4 scénarios prospectifs, dont l'objectif a été de balayer un large spectre de vulnérabilités de santé afin de rompre avec les projections linéaires habituelles.

Conçus sur la base d'un jeu de variables et d'invariants, définis en référence aux contextes globaux (politique, économique, législatif, démographique, social, culturel et naturel) qui impactent la santé des populations (les déterminants de santé), ils ont également été assortis d'éléments aidant à s'y projeter : des personae (personnages fictifs), et des raisons d'y croire (des actualités récentes témoignant de la possibilité de réalisation de certains de leurs éléments).

Sur cette base, un certain nombre de vulnérabilités propres à chaque scénario ont pu être révélées :

- Pour le scénario 1, **Green New Deal**, basé sur l'hypothèse d'une relocalisation massive de l'appareil productif français : une augmentation des vulnérabilités liées à la pénibilité du travail (accidents, affections chroniques...), aux activités industrielles (nuisances et pollutions), à une dégradation accrue des milieux naturels, etc.
- Pour le scénario 2, **Inflation technologique**, basé sur l'hypothèse d'un déploiement technologique effréné pour faire face aux défis sanitaires et écologiques : une augmentation des vulnérabilités liées aux aléas météorologiques, aux pollutions diverses, à l'épuisement des ressources et aux pénuries, aux épidémies, à l'inflation...
- Pour le scénario 3, **Révolution agricole et citoyenne**, basé sur l'hypothèse d'un déploiement à grande échelle de modes de production agro-écologiques et de formes de sécurité sociale de l'alimentation : une augmentation des vulnérabilités liées à la pénibilité du travail manuel, à la baisse de l'usage de technologies de pointe (en santé, en aménagement...), à l'exposition à des espaces naturels favorisant les nouvelles maladies, etc.
- Pour le scénario 4, **Déclin réactionnaire**, basé sur l'hypothèse d'un effondrement climatique et social avancé dans le cadre d'un gouvernement autoritaire : une augmentation des vulnérabilités liées au délitement des structures sociales, à l'inhabitabilité croissante des territoires, à la sobriété forcée, etc.



Bibliographie

- *Actu Environnement* (2023). L'agroécologie, la clé de la résilience de l'agriculture française.
- *Alternatives Économiques* (2018). Réformes de la santé : une diversité de privatisations.
- Cirad (2021). Serge Morand : « La biodiversité est synonyme de résilience face à l'émergence de maladies ».
- *Courrier International* (2022). « Heatflation » : pourquoi le réchauffement risque d'alimenter la hausse des prix.
- Europe 1 (2023). Transition énergétique : l'Allemagne remet du charbon dans la machine.
- Fondation Jean Jaurès (2023). Réindustrialiser l'Europe, prochaine étape du pacte vert européen.
- France 3 (2024) Loi ZAN. « On va être les uns sur les autres. Ce n'est pas tenable », des élus ruraux ne veulent pas densifier leur territoire.
- France 24 (2024). La Guyane en proie à une épidémie de dengue alarmante.
- *Géo* (2021). Réensauvagement en Europe : ces territoires rendus à la nature.
- L'ADN (2022). Le changement climatique porte-t-il les germes des dictatures à venir ?
- L'ADN (2023). Écofascisme : écologie et extrême droite, l'histoire d'amour qui prend de l'ampleur.
- *L'usine nouvelle* (2023). L'ensemencement de nuages, charlatanisme ou solution météo miracle ?
- *La Relève et la Peste* (2022). Un réseau de hameaux de santé veut lutter contre les déserts médicaux
- *La Tribune* (2023). Catastrophes naturelles : Bercy accorde une augmentation de 20 % sur la majorité des contrats d'assurance dès 2025.
- *La Tribune* (2023). Immigration : la France aura besoin de « 100 000 à 200 000 talents étrangers » pour se réindustrialiser (Roland Lescure).
- *Le Monde* (2022). Le captage et stockage du CO₂, solution d'avenir pour le climat ou mirage ?
- *Le Monde* (2023). Pour la sixième année de suite, la démocratie a reculé dans le monde en 2022.
- *Les Échos* (2023). IRA: le plan Biden provoque une marée de projets industriels aux États-Unis.
- *Les Échos* (2023). L'Espagne menacée par la désertification.
- *Les Échos* (2023). Industrie : la pénurie générale de main-d'œuvre s'installe.
- *Les Échos* (2024). Réindustrialisation : les grands travaux d'Emmanuel Macron.
- *Libération* (2022). Pénurie alimentaire : ces produits touchés par le dérèglement climatique.
- *Lyon Capitale* (2023). « Grand inventaire des ressources minières » de Macron : Auvergne-Rhône-Alpes en pole position.
- Media Terre (2020). Quels liens entre la dégradation de l'environnement et les violences sexistes ?
- *Ouest France* (2024). « Une bataille quotidienne » : les pharmaciens de Loire-Atlantique face à la pénurie de médicaments.
- Oxfam (2023). Pénurie d'eau à Mayotte : une crise qui aurait pu être évitée.
- *Reporterre* (2023). À Montpellier, on teste une caisse alimentaire façon « Sécu ».
- *Reporterre* (2023). Même les sols cultivés en bio sont contaminés aux pesticides.
- *Reporterre* (2024). « L'A69, le scandale sanitaire de demain »
- Reporterre (2024). Déchets toxiques à Stocamine : le Conseil d'État autorise le confinement.
- *Reporterre* (2024). Data centers : leur consommation d'eau va exploser.
- *Reporterre* (2024). Déjà asséché, le lac du Salagou va être pompé pour irriguer.
- RTBF (2024). L'IA est désormais capable de générer des vidéos grâce à Sora, le nouvel outil d'OpenAI : faut-il s'en réjouir ?
- RTBF (2024). Haïti : selon l'Onu, le mois de janvier a été « le plus violent depuis plus de deux ans ».
- *Sud Ouest* (2024). La start-up girondine InHeart, pionnière du métavers au service de la santé, attire les investisseurs.
- Statista (2024). Les médecines alternatives gagnent du terrain en France.
- *The Guardian* (2023). UK Meat Consumption At Lowest Level Since Records Began, Data Reveals.
- *The Irish Times* (2023). President Condemns « Obsession » With Economic Growth.
- *The Straits Times* (2023). Record Heatwave Of Up To 45 °C Scorches Much Of Asia, And It's Going To Get Worse.
- *Topophile* (2023). Trilogie biorégionale aux éditions Eterotopia.



POUR UNE
SANTÉ
ACCESSIBLE
À TOUS

www.groupe-vyv.fr



GRUPE
vyv



Groupe VYV, union mutualiste de groupe soumise aux dispositions du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire Sirene sous le numéro Siren 552 661 832, numéro LEI 969500E06K1LL4U F62. Siège social : 62-68, rue Jeanne-d'Arc - 75013 Paris. Conception graphique : Agence interne de communication Groupe VYV - © Gettyimages - 11/24.



Imprimé en France sur du papier recyclé.